

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ST LUBIN (SA CARRIERES de)

BELLEVUE

Saint Gelven

22570 BON REPOS SUR BLAVET

Code AIOT : 0005500413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement ST LUBIN (SA CARRIERES de) implanté BELLEVUE Saint Gelven 22570 BON REPOS SUR BLAVET. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ST LUBIN (SA CARRIERES de)
- BELLEVUE Saint Gelven 22570 BON REPOS SUR BLAVET
- Code AIOT : 0005500413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière à ciel ouvert de grès armoricain autorisée le 20/01/2020

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 20/01/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 1.5.3.	/	Sans objet
3	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 2.2.1.	/	Sans objet
4	Instance de concertation	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 2.7.	/	Sans objet
5	Plans et registres	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 2.10.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3.1.5.	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 4.3.11.	/	Sans objet
8	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 6.2.1.	/	Sans objet
9	Aménagements particuliers	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 6.2.3.	/	Sans objet
10	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 8.2.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité relevée

2-4) Fiches de constats

N° 2 : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 1.5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Établissement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début des travaux d'extension, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet : <ul style="list-style-type: none"> • le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ; • la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.
Constats : Un acte de cautionnement a été signé le 25/02/2020. L'échéance de cet acte est portée jusqu'au 18/02/2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 2.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Information des tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation de l'extension et deux mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière, des panneaux indiquant, en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> • son identité, • la référence de l'autorisation préfectorale, • l'objet des travaux, • l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau d'identification de l'installation est présent en entrée de site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Instance de concertation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Instance de concertation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un comité de suivi est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé à minima : <ul style="list-style-type: none"> • de représentants de l'exploitant ; • de représentants des collectivités territoriales : Maire de la commune de Bon-repos-sur-Blavet (regroupant les communes de Saint-Gelven, Laniscat et Perret) ; • d'un représentant d'associations de protection de l'environnement locales ou départementales concernées ; • si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants du Conseil Départemental ; • si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants de la CLE du SAGE Blavet ; • si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants des administrations publiques concernées (ARS, DDTM, DREAL). Il est placé sous la présidence de l'exploitant et du maire de Bon-repos-sur-Blavet. Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le code de l'environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés un bilan annuel des analyses et suivis réalisés dans le cadre du présent arrêté. L'instance de concertation se réunira annuellement pour présenter ce bilan et les actions menées.
Constats : Un comité de suivi s'est tenu le 01/04/2022. L'exploitant fournit le compte-rendu de cette réunion en mairie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 2.10.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plans et registres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant sur un fond cadastral. Sur ce plan réalisé par un géomètre sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire, • les bords des fouilles et la position des différents fronts, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond des fouilles...), • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les zones de stockage de déchets, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, • le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés...). <p>Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement – Unité Départementale des Côtes d'Armor. De plus, un plan de principe présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivant est joint. Un exemplaire de ces plans et annexes est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant fournit le plan topographique sur fond cadastral mis à jour le 16/03/2022. Les données prévues sont présentes dans le document. L'inspection rappelle que la cote de la plate-forme de stockage des stériles doit être mentionnée sur ce plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 3.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées ci-dessus. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 9.4.1 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant fournit les rapports de mesures de retombées de poussières. Un dépassement de la valeur est observé sur la zone 2. Après la réalisation d'un merlon périphérique, la mise en place de la brumisation haute pression sur l'installation primaire et le déplacement du point de mesure à proximité de l'habitation, la valeur observée est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 4.3.11.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux d'exhaure dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Le rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5 du présent arrêté ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites [...] Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. Pour les métaux, la mesure correspond à la mesure totale comprenant les formes particulières et dissoutes. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière. Le volume annuel rejeté est reporté sur un registre. En cas de dégradation de la qualité ou d'augmentation supérieure à 25 % du volume annuel rejeté des mesures correctrices devront être proposées (arrêt de pompage par exemple).
Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a aucun rejet sur le site, le fond de fouille permet le stockage des eaux, complété par un bassin d'infiltration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 6.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Valeurs limites d'émergence <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.</p> <p>En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés [...]</p> <p>Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), • les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation, • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 6 au présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • station 1, située au droit du hameau au lieu-dit « Bellevue », • station 2, située au droit du hameau au lieu-dit « Kerouillé ». <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveaux limites de bruit <p>Sous réserve du respect des niveaux d'émergence susvisés, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété du site d'exploitation (carrière et installations de traitement) les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <p>La durée d'apparition d'un bruit particulier de la carrière, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de la carrière dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>
Constats : L'exploitant fournit le rapport de contrôle de la situation acoustique de 2020 qui conclut au respect des valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Aménagements particuliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 6.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements particuliers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de s'assurer du respect des niveaux sonores définies par le présent arrêté, un bardage ou autre dispositif équivalent doit être mis en place au niveau inférieur de l'installation fixe de concasseur primaire, au plus tard 1 an après notification du présent arrêté. De plus, les groupes mobiles de concassage doivent être positionnés en fond de fouille, afin de limiter les propagations des émissions sonores et de poussières.
Constats : L'exploitant confirme que le bardage a été mis en place au niveau inférieur de l'installation de concassage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesures de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 8.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• végétalisation du merlon paysager Un aménagement d'un merlon paysager en limite Nord-Est de son site sera réalisé. Dans le cadre de la végétalisation de ce merlon, il sera privilégié un ensemencement floral sur ce talus. Les périodes idéales pour effectuer cet ensemencement s'étalent de mars à juin et de mi-août à septembre. La société CARRIERES DE SAINT LUBIN veillera à choisir un mélange de plantes sauvages d'origine régionale afin de garantir une reprise optimale de la végétation. Suite à la floraison, la végétation du merlon sera fauchée par temps sec, une fois par an. L'herbe coupée sera préférentiellement exportée du site, ceci afin de ne pas enrichir le sol.• réalisations de plantations Des plantations arborées dans la partie Sud-Ouest de l'emprise actuelle du site seront réalisées afin de réduire l'impact paysager. Il pourra être planté des résineux (épicéa, pins) du fait de leur croissance rapide et de la ressource alimentaire qu'ils pourront représenter pour l'Écureuil roux qui fréquente l'aire d'étude du projet. La plantation de résineux ne doit pas être systématique afin de ne pas introduire d'essence non adaptée au couvert boisé existant
Constats : La végétalisation du merlon paysager au Nord-Est du site est réalisée. Sur la partie Sud-Ouest du site, l'exploitant a privilégié la reprise naturelle de la végétation constitué de repousses arbustives qui assurent un écran végétal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet